

- 5° un représentant des universités désigné de concert avec le VLIR;
- 6° un représentant des instituts supérieurs désigné de concert avec le VLHORA;
- 7° un représentant du Ministère de la Communauté flamande, Département de l'Enseignement, chargé du suivi des projets relatifs à l'enseignement interculturel et l'enseignement pour migrants.

§ 4. Le "Vlaams LINGUA-comité" est constitué des membres effectifs suivants :

1° cinq représentants des administrations du Ministère de la Communauté flamande, Département de l'Enseignement, désignés de concert avec leur directeur général respectif dont :

- un représentant de l'Administration de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;
- un représentant de l'Administration de l'Enseignement secondaire;
- un représentant de l'Administration de l'Enseignement fondamental;
- un représentant de l'Administration de la Formation permanente;
- un représentant de l'Administration d'Aide à la Gestion;

2° un représentant de la Division de la Coordination de la Politique générale du Ministère de la Communauté flamande, Département de l'Enseignement;

3° un représentant du "Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding";

4° un représentant du "Vlaams Instituut voor Zelfstandig Ondernemen";

5° deux représentants des universités désignés de concert avec le VLIR;

6° deux représentants des instituts supérieurs désignés de concert avec le VLHORA;

7° quatre représentants des établissements de l'enseignement secondaire et de l'enseignement fondamental désignés de concert avec les organes coordinateurs de l'enseignement et en tenant compte des différents niveaux dont :

- deux représentants de l'enseignement libre subventionné;
- un représentant de l'enseignement officiel subventionné;
- un représentant de l'enseignement communautaire;

8° un représentant de l'inspection de l'enseignement.

§ 5. Pour chacun des membres effectifs visés aux §§ 1, 2, 3 et 4 du présent article un suppléant est désigné.

§ 6. Le Gouvernement flamand nomme un président et un vice-président qui ne font pas nécessairement partie des membres effectifs visés aux §§ 1, 2, 3 et 4 du présent article.

Art. 6. Les membres du "Vlaams SOCRATES-comité" et les sous-comités sont désignés pour une période de deux ans.

Art. 7. Les membres du "Vlaams SOCRATES-comité" et les sous-comités ne reçoivent aucune indemnité.

Art. 8. Le "Vlaams SOCRATES-comité" est installé dans les locaux du Ministère de la Communauté flamande, Département de l'Enseignement.

Art. 9. Le présent arrêté remplace les arrêtés antérieurs relatifs au "Vlaams ERASMUS-comité" et au "Vlaams LINGUA-comité" et entre en vigueur à la date de l'adoption du présent arrêté.

Art. 10. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 octobre 1996,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

[S - C - 96/29412]

F. 96 — 2646

24 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant la situation pécuniaire des membres du personnel de l'Enseignement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'Enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977, 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 16 juin 1992 et 18 mai 1993;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1961, 21 juin 1962, 14 novembre 1963, 10 mars 1965, 14 février 1966, 30 novembre 1966, 15 mars 1967, 24 mars 1967, 7 septembre 1969, 15 décembre 1969, 22 janvier 1970, 6 avril 1970, 1er juin 1970, 20 juillet 1970, 22 octobre 1971, 29 octobre 1971, 9 décembre 1971, par la loi

du 8 février 1974, par les arrêtés royaux des 18 février 1974, 15 janvier 1975, 10 juin 1976, 9 juillet 1976, 13 décembre 1976, 15 avril 1977, 18 avril 1977, 15 décembre 1978, 8 mars 1979, 6 février 1980, par les arrêtés royaux n° 63 du 20 juillet 1982, n° 161 du 30 décembre 1982, n° 269 du 31 décembre 1983, n° 279 du 30 mars 1984, par la loi du 1er août 1985, par l'arrêté royal du 14 octobre 1985, par la loi du 27 février 1986, et par les arrêtés du Gouvernement des 16 septembre 1993 et 2 juin 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres des personnels directeur et enseignant et du personnel auxiliaire de l'Education de l'Enseignement de Promotion sociale de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 2 juin 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995 réglant la situation pécuniaire des membres du personnel de l'Enseignement de la Communauté française qui exercent un mandat politique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 10 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 16 septembre 1996;

Vu le protocole du 14 octobre 1996 du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section 2, siégeant conjointement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifié par les lois des 8 avril 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de permettre aux membres du personnel de solliciter dès la rentrée scolaire ou académique 1996-1997 un congé politique et de mettre par voie de conséquence les chefs d'établissement et l'administration en mesure de prendre les dispositions qui s'imposent;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique chargé de l'Enseignement de Promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 5, alinéa 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, inséré par l'arrêté royal du 15 décembre 1978 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 2 juin 1995, les termes "dans une commune dont la population n'excède pas 15 000 habitants, d'échevin ou de président d'un centre public d'aide sociale dans une commune qui n'excède pas 30 000 habitants." sont remplacés par les termes ", d'échevin, de conseiller communal, de président ou de membre d'un Conseil de l'Aide sociale et de conseiller provincial."

Art. 2. L'article 11, § 3, point d, dernier alinéa de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'Education de l'Enseignement de Promotion sociale de la Communauté française, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 2 juin 1995 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Pour l'application des dispositions qui précèdent, il n'est pas tenu compte des revenus provenant de l'exercice des fonctions de bourgmestre, d'échevin, de conseiller communal, de président ou de membre d'un Conseil de l'Aide sociale et de conseiller provincial."

Art. 3. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995 réglant la situation pécuniaire des membres du personnel de l'Enseignement de la Communauté française qui exercent un mandat politique est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Art. 5. La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et le Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 octobre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique, chargé de l'Enseignement de Promotion sociale,

J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 — 2646

[S - C - 96/29412]

24 OKTOBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de geldelijke toestand van de leden van het onderwijzend personeel van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977, 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 d.d. 31 maart 1984, bij de wet d.d. 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit d.d. 28 september 1984 bij het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 en bij de decreten d.d. 16 juni 1992 en 18 mei 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 15 april 1961, 21 juni 1962, 14 november 1963, 10 maart 1965, 14 februari 1966, 30 november 1966, 15 maart 1967, 24 maart 1967, 7 september 1969, 15 december 1969, 22 januari 1970, 6 april 1970, 1 juni 1970, 20 juli 1970, 22 oktober 1971, 29 oktober 1971, 9 december 1971, de wet d.d. 8 februari 1974, de koninklijke besluiten d.d. 18 februari 1974, 15 januari 1975, 10 juni 1976, 9 juli 1976, 13 december 1976, 15 april 1977, 18 april 1977, 15 december 1978, 8 maart 1979, 6 februari 1980, nr.269 d.d. 31 december 1983, nr. 279 d.d. 30 maart 1984, de wet van 1 augustus 1985, bij besluit d.d. 14 oktober 1985, de wet d.d. 27 februari 1986 en bij de besluiten van de Regering d.d. 16 september 1993 en 2 juni 1995;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 25 oktober 1993 houdende geldelijk statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor Sociale Promotie van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 2 juni 1995;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 2 juni 1995 tot regeling van de geldelijke toestand van de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap die een politiek mandaat uitoefenen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 september 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 september 1996;

Gelet op het protocol d.d. 14 oktober 1996 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en lokale overheidsdiensten, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten d.d. 8 april 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat de mogelijkheid aan de personeelsleden dient gegeven te worden, zodra de lessen of de colleges van het academiejaar worden hervat, politiek verlof aan te vragen en het de schoolhoofden en het bestuur mogelijk te maken de nodige schikkingen te treffen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid, van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale Promotie,

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 21 oktober 1996,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 5, lid 3 van het koninklijk besluit d.d. 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, ingelast bij het koninklijk besluit d.d. 15 december 1978 en gewijzigd bij het besluit van de Regering d.d. 2 juni 1995, worden de woorden "in een gemeente waarvan de bevolking geen 15 000 inwoners overschrijdt, schepen of voorzitter van een openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn in een gemeente die geen 30 000 inwoners overschrijdt." vervangen door de woorden "van schepen, gemeenteraadslid, voorzitter of lid van een raad voor maatschappelijk welzijn en provincieraadslid."

Art. 2. Artikel 11, § 3, punt d, laatste lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 25 oktober 1993 houdende geldelijk statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het Onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, ingevoegd bij het besluit van de Regering d.d. 2 juni 1995, wordt door het volgend lid vervangen :

"Voor de toepassing van de voorafgaande bepalingen wordt geen rekening gehouden met de inkomsten voortspruitend uit de uitoefening van het ambt van burgemeester, schepen, gemeenteraadslid, voorzitter of lid van een raad voor maatschappelijk hulp en provincieraadslid."

Art. 3. Artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 2 juni 1995 houdende geldelijk statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap die een politiek mandaat uitoefenen, wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het bekendgemaakt wordt.

Art. 5. De Minister-Voorzitter bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid en de Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en het Onderwijs voor Sociale Promotie zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 oktober 1996.

De Minister-Voorzitter bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale Promotie,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 2647

[C - 96/27688]

21 NOVEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon corrigeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1996 fixant les indemnités et jetons de présence à allouer aux membres des comités de remembrement et des commissions consultatives de remembrement

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1996 fixant les indemnités et jetons de présence à allouer aux membres des comités de remembrement et des commissions consultatives de remembrement;